

## Modalités de prise en compte de participations de tiers dans le financement de programmes d'investissements de renforcement pour l'insertion du biométhane dans les réseaux de gaz naturel

*Date de la contribution : 23/03/2022*

### Introduction

Les associations familiales laïques de Paris sont favorables au projet de délibération objet de cette consultation. Cette nouvelle brique du dispositif développé en application de la loi EGalim devrait en effet mieux prendre en compte les dynamiques locales, et favoriser l'émergence et le développement de nouveaux projets, contribuer ainsi à réduire la dépendance de la France aux gaz fossiles importés, et permettre aux acteurs du monde agricole de se constituer un revenu complémentaire.

Le recalcul, en cours de projet, du calcul I/V permettra la prise en compte des évolutions de celui-ci, et d'ajuster au mieux de ces évolutions la part de financement par les tiers.

Nous nous interrogeons cependant sur la proposition relative à l'impossibilité de remboursement partiel du forfait d'études rebours, et ne comprenons pas les contraintes évoquées.

Malgré ce point d'incompréhension, nous sommes favorables à la délibération.

**Question 1 :** Êtes-vous favorable à l'évolution proposée par la CRE pour le dispositif de participation de tiers financeurs dans le financement des programmes d'investissement de renforcement des réseaux ?

Favorable

Commentaire :

Les associations familiales laïques de Paris sont favorables au projet de délibération objet de cette consultation. Cette nouvelle brique du dispositif développé en application de la loi EGalim devrait en effet mieux prendre en compte les dynamiques locales, et favoriser l'émergence et le développement de nouveaux projets, contribuer ainsi à réduire la dépendance de la France aux gaz fossiles importés, et permettre aux acteurs du monde agricole de se constituer un revenu complémentaire.

Le recalcul, en cours de projet, du calcul I/V permettra la prise en compte des évolutions de celui-ci, et d'ajuster au mieux de ces évolutions la part de financement par les tiers.

Nous nous interrogeons cependant sur la proposition relative à l'impossibilité de remboursement partiel du forfait d'études rebours, et ne comprenons pas les contraintes évoquées.

Malgré ce point d'incompréhension, nous sommes favorables à la délibération.